

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 28/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VERHAEGHE INDUSTRIES**

Parc d'Activités Ravennes les Francs  
Avenue Jean Perrin  
59910 Bondues

Références : 19012026\_VERHAEGHE\_BONDUES  
Code AIOT : 0007000553

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement VERHAEGHE INDUSTRIES implanté Parc d'Activités Ravennes les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 19/01/2026 s'inscrit dans le cadre de la procédure de cessation d'activité du site.

VERHAEGHE INDUSTRIES a notifié à la préfecture sa cessation d'activité sur le site de BONDUES le 26/02/2025.

L'attestation de mise en sécurité du site a été délivrée le 07/07/2025 par la société ENTIME.

Une 1ère visite programmée le 03/12/2025 n'a pas pu être menée car l'inspection n'a pas eu accès au site. Par conséquent un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été proposé au préfet sur ce point.

Les contrôles de l'inspection du 19/01/2026 concernent l'accès aux installations et la mise en sécurité du forage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERHAEGHE INDUSTRIES
- Parc d'Activités Ravennes les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues
- Code AIOT : 0007000553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERHAEGHE INDUSTRIES fait partie du groupe français SAGAERT. Elle a été rachetée il y a une dizaine d'années à la famille VERHAEGHE qui reste propriétaire du terrain et des bâtiments.

L'entreprise exploite un atelier de teinture sur fil, dans un bâtiment unique, établi sur la zone d'activité de Ravennes-les-Francs à BONDUES.

L'établissement met en œuvre les procédés suivants :

- teinture en autoclave de tout type de fils continus ou filés de fibre ;
- teinture en continu sur Aramides, Nomex, etc ;
- traitements de lavage, rétraction, adoucissage, hydrofugation.

La société vend les bobines de fils teintés à d'autres entités du groupe SAGAERT mais également à des clients propres. Les bobines serviront notamment à fabriquer des lacets, des cordes ou encore des sangles.

L'établissement est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 au titre de la rubrique 2330 - Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles - de la nomenclature des installations classées.

Le volume d'activité autorisé de l'atelier de teinture est de 8 tonnes/jour. Ce volume d'activité a été réduit à 4,5 tonnes/jour par arrêté préfectoral complémentaire du 05 janvier 2006.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	CESSATION D'ACTIVITE	Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 3.2.5.	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	CONTROLES ADMINISTRATIFS	Code de l'environnement du 04/02/2023, article L171-1-I.1°	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a eu accès aux installations.

Il a été constaté une non-conformité concernant la mise en sécurité du forage.

Par conséquent il est proposé à M. le préfet du Nord :

- de ne pas signer le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis suite à l'inspection du 03/12/2025.
- un arrêté préfectoral de mise en demeure concernant la mise en sécurité du forage.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : CONTROLES ADMINISTRATIFS

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/02/2023, article L171-1-I.1°
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès aux installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles prévus à l'article L. 170-1 ont accès : 1° Aux locaux accueillant des installations, des ouvrages, des travaux, des aménagements, des opérations, des objets, des dispositifs et des activités soumis aux dispositions du présent code, à l'exclusion des locaux à usage d'habitation. Ils peuvent pénétrer dans ces lieux entre 8 heures et 20 heures et, en dehors de ces heures, lorsqu'ils sont ouverts au public ou lorsque sont en cours des opérations de production, de fabrication, de transformation, d'utilisation, de conditionnement, de stockage, de dépôt, de transport ou de commercialisation mentionnées par le présent code ;[...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a eu accès à l'ensemble des installations lors de la visite du 19/01/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : CESSATION D'ACTIVITE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 3.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité du forage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La mise hors service du forage doit être portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.  L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet

<p>ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eaux souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier de l'exploitant du 21/02/2025, l'exploitant a informé le préfet de la cessation d'activité du site implanté avenue Jean Perrin, ZI de Ravennes Les Francs à Bondues. La mise à l'arrêt définitif des installations a été réalisée le 17/01/2025. L'attestation de mise en sécurité du site a été délivrée le 07/07/2025 par la société ENTIME. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le comblement de l'ouvrage n'a pas été réalisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit empêcher la pollution des nappes d'eaux souterraines en prenant des mesures pour le comblement de l'ouvrage de forage conformément à l'article 3.2.5. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/01/2002.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>